

Secrétariat Permanent de l'Initiative pour la **T**ransparence dans les Industries **E**xtractives (**SP-ITIE**)

Compte rendu de la rencontre de concertation entre les membres du Comité de Supervision de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives du Burkina Faso (ITIE-Burkina) et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) intéressés par la mise en œuvre du processus au Burkina

Ouagadougou, novembre 2009

I. INTRODUCTION

Le Secrétariat permanent de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (SP/ITIE) a organisé le vendredi 06 novembre à Ouagadougou dans la salle de conférence du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale, une rencontre de concertation de haut niveau entre les membres du Comité de Supervision de l'ITIE-Burkina et les principaux partenaires au développement intéressés par la mise en œuvre du processus dans notre pays.

1. Objectif de la rencontre

La rencontre avait pour objectif d'informer, de sensibiliser et de faire un plaidoyer pour la collecte des ressources nécessaires à l'opérationnalisation de l'ITIE-Burkina notamment la mise en œuvre du plan d'actions devant concourir à l'accès de notre pays au statut de Pays Conforme.

2. Les participants

Placée sous le haut patronage du Premier Ministre Son Excellence Monsieur Tertius Zongo et présidée par le Ministre des Mines, des Carrières et de l'Energie Monsieur Abdoulaye Abdoul Kader Cissé représentant le Ministre de l'Economie et des Finances, Président du Comité de Supervision de l'ITIE-Burkina, la rencontre était élargie aux membres du Comité de Pilotage de l'ITIE.

Elle a enregistré la participation effective des partenaires au développement suivants :

- la Banque Mondiale chef de file des PTF ;
- l'Ambassade du Canada ;
- l'Ambassade de la France ;
- le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD).

On a noté également une forte présence d'hommes de médias aussi bien nationaux qu'internationaux venus pour la couverture médiatique de la rencontre.

La participation des principaux concernés par la rencontre à savoir les membres des structures de suivi de l'ITIE-Burkina que sont les Comités de Supervision et de Pilotage, a été remarquable. Ont pris part à cette rencontre des représentants:

- de compagnies minières,
- d'organisations de la société civile,
- d'associations de journalistes du Burkina,
- d'institutions financières,
- de structures étatiques,
- et de hauts responsables du gouvernement burkinabé.

II. DEROULEMENT DE LA RENCONTRE

Au menu de la rencontre, il y avait plusieurs interventions :

- l'intervention de Mme Galina Sotirova, Représentante Résidente de la Banque Mondiale au Burkina,
- le discours d'ouverture du Ministre des Mines, des Carrières et de l'Energie M. Abdoulaye Abdoul Kader Cissé,
- des exposés sur l'ITIE-Burkina,
- des discussions et échanges entre les membres des Comités de Supervision et de Pilotage et les partenaires au développement ayant effectué le déplacement.

➤ **Intervention de la Représentante Résidente de la Banque Mondiale**

Première à prendre la parole, la Représentante Résidente de la Banque Mondiale au Burkina a accueilli favorablement l'organisation d'une telle rencontre de concertation, première du genre entre les partenaires au développement et le gouvernement burkinabé sur la mise en œuvre de l'ITIE. Elle a également loué l'engagement courageux et irréversible du Burkina dans un processus de bonne gestion de ses ressources minières, notamment en souscrivant aux principes de transparence de l'ITIE. Toute chose qui, selon elle, force l'admiration de la communauté internationale et les partenaires au développement parmi lesquels son institution. Elle a tenu à souligner les forces et les atouts du Burkina d'avoir entamé très tôt ce processus au moment même où ce pays commence ses premières exploitations minières.

Appréciant positivement au passage l'accession du Burkina Faso au statut de Pays Candidat à l'issue de nombreux efforts et un travail plein de sérieux dans l'élaboration du plan triennal d'actions, Mme Galina Sotirova a mentionné le choix judicieux du Burkina qui, à l'instar de nombreux autres pays à travers le monde, a sollicité la Banque Mondiale pour coordonner le processus d'adhésion et de mise en œuvre de l'ITIE. Elle a rassuré que son institution jouera pleinement ce rôle de coordinateur de l'ITIE et lancé un vibrant appel à tous les autres partenaires au développement du Burkina à s'impliquer pour la réussite du programme ITIE-Burkina. Elle a par ailleurs notifié la nécessité de soutenir le Burkina dans le processus de validation qui lui permettra d'atteindre en mai 2011, le statut de Pays Conforme. Car, a-t-elle estimé, « c'est uniquement à ce stade que la communauté internationale aura véritablement la mesure de la transparence et la bonne gouvernance dans la gestion par le gouvernement des ressources du secteur minier. Et pour marquer la détermination de la Banque Mondiale à soutenir réellement le Burkina dans le processus ITIE, Mme Sotirova a annoncé le financement de l'ITIE-Burkina par cette institution à hauteur de 245.000 dollars US. Elle a spécifié que les fonds ont déjà été identifiés et que la procédure interne et statutaire d'appropriation du don devrait aboutir bientôt, sans trop de difficultés, à une libération expéditive de ces fonds de type MDTF (Multilateral Donor Trust Fund) ou Fonds Fiduciaire Multidonateur en français.

➤ **Discours du Ministre des Mines, des Carrières et de l'Energie**

Dans son mot introductif, le Ministre Abdoulaye Abdoul Kader Cissé, au nom du Premier Ministre M. Tertius Zongo, a remercié l'ensemble des Partenaires Techniques et Financiers présents à la rencontre consacrée à l'établissement d'un partenariat global pour lever les défis que pose la gestion transparente des ressources minières au Burkina Faso, en dotant notamment le secteur minier d'une stratégie de développement durable conformément aux principes et critères de l'ITIE Internationale.

IL a indiqué que l'ITIE est une initiative dont l'objectif ultime est l'intégration des principes de transparence et de l'obligation de rendre compte dans les politiques et stratégies de développement économique, social et culturel. Elle vise à épargner notre pays des échecs du marché où les transactions économiques n'arrivent pas à prendre en compte les coûts sociaux et environnementaux. Selon lui, des efforts doivent être déployés pour une gestion saine de nos ressources minières en vue de minimiser la survenue de conflits sociaux que peut engendrer le déficit de bonne gouvernance.

C'est pourquoi, il a apprécié favorablement l'adhésion de notre pays à l'ITIE comme un outil de promotion, de veille, d'appui-conseil et de suivi évaluation des politiques nationales en matière d'économie et de développement durable ; toute chose qui de son avis traduit la volonté politique des autorités burkinabé de répondre aux besoins actuels de nos populations sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire les leurs.

Dans ce processus ITIE, il sera avant tout question de partenariat solide dans lequel la responsabilité de chacune des parties sera clairement définie et assumée. Ce partenariat doit s'établir prioritairement entre l'ensemble des acteurs nationaux, c'est-à-dire l'Etat et ses démembrements, les sociétés minières, les ONG et associations qui évoluent dans le domaine des mines. Ensemble, les parties prenantes doivent chercher à corriger les insuffisances qui peuvent entraver les efforts déployés et tacher de graver dans la conscience collective et individuelle, la promotion de la bonne gouvernance comme une nécessité absolue dans la définition de toute stratégie de développement.

M. Abdoulaye Abdoul Kader Cissé a ensuite salué au nom du Ministre de l'Economie et des Finances, Président du Comité de Supervision de l'ITIE-Burkina, le soutien que les partenaires au développement apportent aux efforts fournis par le Burkina Faso dans sa lutte pour promouvoir le développement durable. Il a prôné une solidarité dictée par les efforts que doit engendrer une gestion concertée et participative pour une croissance économique soutenue et par le destin commun de l'humanité face aux conséquences des crises économiques, énergétiques et écologiques mondiales dont a souffert notre planète ces dernières années.

Le Ministre Cissé a accordé une attention particulière à l'action de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement, deux institutions bancaires qui ont épaulé efficacement le Burkina Faso dans la mise en œuvre de la phase initiale du processus ITIE. Une phase dont le couronnement a été l'accession le 15 mai 2009, de notre pays au statut de Pays Candidat.

Pour la phase d'opérationnalisation qui vient de s'ouvrir et qui doit permettre au Burkina Faso d'accéder d'ici le 14 mai 2011 au statut de Pays Conforme, M. Cissé a traduit le souhait du Ministre de l'Economie et des Finances, de pouvoir encore compter sur le soutien de ses partenaires au développement. Il a également traduit l'urgence des besoins de ressources nécessaires à l'opérationnalisation du processus ITIE dans la mesure où l'essentiel des ressources sollicitées est attendu pour le premier trimestre de 2010. Ce qui, de son point de vue, laisse aux partenaires techniques et financiers, peu de temps de réaction. C'est pourquoi il s'est d'office excusé de cette situation et précisé que cela dépend même de la nature du processus ITIE, car, notre pays tout comme les autres, dispose seulement de deux années (à partir de sa date de proclamation comme Pays Candidat) pour mettre en œuvre l'ensemble des actions nécessaires à l'obtention du statut de Pays Conforme.

Nonobstant ce handicap, le Ministre Cissé a estimé que l'enjeu de la rencontre de concertation du 06 novembre ainsi que la foi manifeste des partenaires au développement en la promotion d'une bonne gouvernance économique, constituent un gage certain de succès et une raison supplémentaire d'espérer. D'où son appel lancé à l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers pour que ceux-ci apportent des informations sur les procédures accélérées d'accès aux ressources mobilisables au sein de leurs structures respectives, afin de permettre aux services techniques compétents de mieux appréhender les démarches à suivre pour accéder aux financements requis.

Le Ministre des Mines des Carrières et de l'Energie n'a pas manqué de traduire sa reconnaissance aux membres des Comités de Supervision et de Pilotage qui ont confirmé leur intérêt à siéger au sein des structures de suivi de l'ITIE. De même, il a manifesté sa gratitude et ses encouragements pour les efforts louables que ceux-ci ont consenti dans la conduite des activités de la première phase de l'initiative, pour l'excellence et la clarté des résultats obtenus, avant de les inviter à plus de disponibilité, d'engagement et d'esprit d'initiative pour les échéances à venir.

Aussitôt après l'ouverture de la rencontre, une pause a été observée afin de permettre aux Chefs de service et aux Directeurs centraux du Ministère de l'Economie et des Finances de se retirer.

➤ Les exposés

La rencontre s'est poursuivie avec une série de trois exposés portant sur :

- l'ITIE, son historique et ses fondements,
- l'engagement du Burkina Faso dans le processus de l'ITIE
- les implications financières du plan d'actions de l'ITIE-Burkina.

Ces exposés ont été présentés respectivement par MM. Kimségninga Savadogo, Chargé de l'Information et de la Communication, Koudoubi Frédéric Koala, Chargé de la Collecte des Données et du Renforcement des Capacités et Dakar Djiri Secrétaire Permanent, tous du Secrétariat Permanent de l'ITIE-Burkina.

➤ Les discussions et échanges

Les exposés ont été suivis de discussions et d'échanges entre l'ensemble des participants à la rencontre. L'essentiel des préoccupations soulevées a porté sur :

- la nature des comptes à auditer dans le cadre du processus de validation pour le passage du Burkina au statut de Pays Conforme,
- l'engagement des partenaires présents à la rencontre à accompagner le Burkina Faso,
- l'identification d'autres partenaires potentiels pouvant soutenir davantage le Burkina,
- la mise au point par l'ITIE, de supports harmonisés et uniformes pour la collecte des données minières et
- enfin, l'appréciation globale de l'implication des parties prenantes notamment les représentants de la société civile burkinabé dans la mise en œuvre de l'initiative.

. Concernant les données à auditer, le Secrétaire Permanent de l'ITIE-Burkina a fait remarquer qu'aucun problème ne se posait du côté du gouvernement burkinabé dans la mesure où ce sont les données traitées par la Cour des Comptes, qui seront prises en considération dans les vérifications à effectuer dans le cadre du processus ITIE.

Seulement dans le contexte actuel où il est plus ou moins question de course contre la montre pour permettre au Burkina Faso d'être au rendez vous du 14 mai 2011, date butoir pour son admission au statut de Pays Conforme, la difficulté réside dans la collecte des données crédibles dans les délais souhaités. Car à l'heure actuelle, la loi oblige l'Etat à déposer à l'Assemblée Nationale, les comptes des années n-2 validés par la Cour des Comptes.

Les explications du Secrétaire Permanent des Politiques et Programmes Financiers (SP/PPF) M. François Zoundi, ont fait ressortir que, dans le cadre de la réforme des lois de finances, des efforts seront désormais consentis pour que les données (des années n-1) soient immédiatement transmises à l'Assemblée Nationale pour vérification et validation. Une telle démarche permettra de disposer dans de meilleurs délais des données crédibles en conformité avec les exigences de l'ITIE.

. En matière de recherche d'autres partenaires potentiels pour un accompagnement de l'ITIE-Burkina, M Elie Justin Ouédraogo, Directeur National de la Société Minière de l'Afrique de l'Ouest (SEMAFO), a fait cas de la CBF, une fondation spécialisée dans le renforcement des capacités qui pourrait être disposée à soutenir l'ITIE-Burkina si toutefois, une requête lui était soumise.

Quant aux partenaires au développement qui ont assisté à la rencontre, tous ont manifesté leur engagement et leur intérêt à soutenir l'ITIE-Burkina.

. La France, elle, soutient l'ITIE Internationale depuis 2005. Elle y contribue financièrement à hauteur d'environ deux millions de dollars US et participe également au financement de plans d'actions dans le cadre de sa coopération bilatérale avec les pays riches en ressources naturelles, engagés dans le processus ITIE. Le représentant de l'Ambassade de France au Burkina, à la rencontre, a traduit l'engagement de son pays à soutenir le dialogue citoyen que le Burkina Faso a entamé en vue d'assurer la transparence dans le secteur minier en pleine expansion. Pour l'heure, les détails concernant le soutien de la France ne sont pas encore connus, mais le diplomate a rassuré qu'ils le seront incessamment.

. Le représentant du Canada à la rencontre a dit que son pays est pleinement associé au processus ITIE-Burkina. Il a fait remarquer que beaucoup de compagnies minières canadiennes interviennent au Burkina et que ces compagnies ont en commun ce que l'on appelle la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), qui dispose en son sein d'un fonds d'environ 180.000 dollars US auprès duquel le Burkina est éligible. Le Canada finance également l'ITIE Internationale à hauteur de près de 1,15 millions de dollars US. A cela il faut ajouter l'action de l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) au sein de l'initiative.

La rencontre a été l'occasion pour les miniers et les représentants des organisations de la société civile de réaffirmer leur solidarité et leur implication totale dans le processus ITIE du Burkina.

. Les représentants de la coalition Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) du Burkina ont particulièrement tenu à apprécier publiquement la promptitude avec laquelle l'ITIE-Burkina les a conviés à prendre part à la mise en œuvre du processus et ce, dès les lendemains de la mise en place du mouvement au Burkina.

III. CONCLUSION

Le Ministre Abdoulaye Abdoul Kader Cissé a clos la rencontre en réitérant tout l'engagement volontaire et manifeste du gouvernement burkinabé à conduire le processus ITIE-Burkina à bon port. Pour ce faire, il prend pour preuve la détermination du Premier Ministre qui, selon lui, suit personnellement l'évolution du processus et aussi l'engagement du Président du Faso qui veille lui-même au grain.

Il a terminé en évoquant la parfaite complicité entre le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère des Mines des Carrières et de l'Energie et les autres Ministères concernés par la mise en œuvre du processus ITIE au Burkina, pour le succès sans faille de l'initiative.

PJ :

- *copies des trois exposés sur l'ITIE-Burkina*
- *copies des deux discours prononcés*
- *liste de présence*